



**Appel commun des syndicats CGT Educ'action, FNEC-FP FO, FSU, SE-UNSA, SGEN-CFDT, Sud Education du Rhône.**

**Pour un service public d'éducation efficace, pour de meilleures conditions de travail et une revalorisation des salaires, grève et manifestation le 10 octobre !**

A l'appel commun de 9 organisations syndicales représentatives de la Fonction Publique, les fonctionnaires sont appelés à se mettre massivement en grève le mardi 10 octobre 2017 et à manifester pour défendre leurs droits.

En effet, pendant qu'il signe des ordonnances remettant en cause le code du travail, le gouvernement s'en prend également aux fonctionnaires : c'est la régression sociale dans tous les secteurs !

Le projet de budget 2018 va conduire à des dégradations supplémentaires des services publics.

Les agents publics, dont ceux de l'Education nationale, assurent des missions essentielles pour le développement et la cohésion du pays. Pourtant, ils sont une fois de plus considérés comme un coût pour la société et s'apprêtent à subir de multiples coups de massue :

- ⇒ Après 10 ans de perte de pouvoir d'achat, le point d'indice (sur lequel est calculé notre traitement) est de nouveau gelé en 2018. Dans le même temps, la CSG va augmenter de 1,7% !
- ⇒ Le rétablissement de la journée de carence (non rémunération de la 1ère journée d'arrêt maladie, compensée par un accord dans 2/3 des entreprises privées) est une mesure injuste de stigmatisation : les statistiques montrent que les fonctionnaires ne sont pas plus absents que les employés du privé, et au sein de la Fonction publique, les personnels de l'Education nationale sont parmi les moins absents.
- ⇒ L'Etat annonce la suppression de 120 000 agents de la fonction publique dont 70 000 chez les territoriaux... La situation de pénurie d'ATSEM et d'enseignants remplaçants, les effectifs par classe pléthoriques, ne sont donc pas près de s'améliorer et pourraient même se dégrader.
- ⇒ Une réforme des retraites est annoncée pour mettre en place un soi-disant « régime universel » qui remettrait en cause le code des pensions et le calcul de la retraite sur la base de 75% des 6 derniers mois pour les fonctionnaires

⇒ La suppression massive et soudaine des contrats aidés se traduit par un plan social massif et une dégradation du service dans les établissements scolaires. Nos organisations dénoncent depuis de nombreuses années la précarité à laquelle sont soumis des personnels pourtant essentiels au bon fonctionnement de l'École dans la réalisation des tâches administratives extrêmement conséquentes, pour l'accompagnement des élèves les plus en contrainte ou en handicap, mais aussi pour assurer la sécurité des écoles, des collèges et des lycées, l'entretien des locaux et la demi-pension.

La voie professionnelle est également sur la sellette, la majorité actuelle ayant annoncé son intention de régionaliser l'enseignement professionnel, et continuant de mettre en avant le "tout apprentissage" qui ne répond pas à la réalité du public et aux exigences d'une formation de qualité.

Pour nos métiers, nos conditions de travail et de vie, la reconnaissance de notre travail, de nos qualifications et de nos rémunérations, pour promouvoir des services publics de qualité si utiles à la société, soyons engagés, le 10 octobre prochain :

- **Pour l'augmentation de la valeur du point d'indice pour rattraper le pouvoir d'achat perdu depuis 10 ans !**
- **Contre le rétablissement du jour de carence !**
- **Pour le maintien des emplois aidés et l'ouverture de postes statutaires à la hauteur des besoins !**
- **Pour le maintien du code des pensions !**
- **Contre l'augmentation de la CSG et pour le financement de la protection sociale par les cotisations !**
- **Pour la défense du statut général et des statuts particuliers !**